

Art. 2. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1983 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois à compter à partir du premier du mois suivant la date de la dénonciation. Cette dénonciation se fait par lettre recommandée adressée au président de la Sous-commission paritaire pour le port de Zeebrugge et à chacune des organisations qui y sont représentées.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 25 février 1983.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

F. 83 — 480

16 FEVRIER 1983. — Arrêté royal instituant, pour la Région bruxelloise, une intervention dans les charges des prêts hypothécaires, contractés par des particuliers en vue de la construction d'habitations neuves, de l'acquisition d'habitations sur plans ou n'ayant jamais été occupées et de l'exécution de transformations à des logements existants

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979, notamment l'article 2, 2°;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1979 délimitant les matières de la politique d'expansion économique régionale et de la politique industrielle et énergétique où une politique régionale différenciée se justifie, notamment l'article 1er;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961, relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 avril 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les trois arrêtés royaux du 4 septembre 1981 instituant, pour la Région bruxelloise, une intervention dans les charges et le principal des prêts hypothécaires contractés par des particuliers ont cessé d'être en vigueur le 31 décembre 1982;

Considérant que la stagnation croissante de l'activité dans le domaine de la construction résidentielle nécessite le maintien de mesures en faveur de l'emploi dans le secteur de la construction; qu'il est donc urgent de prendre des dispositions à cette fin;

Considérant que le patrimoine immobilier de la Région bruxelloise se caractérise par un grand nombre d'habitations dont les conditions de logement ne correspondent plus aux exigences actuelles d'aménagement et de confort;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région bruxelloise et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Exécutif de la Région bruxelloise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région bruxelloise.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

a) Ministre : le membre de l'Exécutif de la Région bruxelloise qui a l'expansion économique dans ses attributions;

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1983 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen mits naleving van een opzeggingstermijn van drie maanden, te rekenen vanaf de eerste dag van de maand welke volgt op de dag van de betekening van de opzegging. Deze opzegging geschiedt per aangezekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de haven van Zeebrugge en aan elk van de daarin vertegenwoordigde organisaties.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1983.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

N. 83 — 480

16 FEBRUARI 1983. — Koninklijk besluit tot instelling, voor het Brussels gewest, van een tussenkomst in de last van de hypothecaire leningen, aangegaan door particulieren met het oog op het oprichten van nieuwe woningen, het kopen van woningen op plan of die nog niet eerder betrokken werden en het uitvoeren van verbouwingswerken aan bestaande woningen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet tot oprichting van de voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen, gecoördineerd op 20 juli 1979, inzonderheid op artikel 2, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1979 tot afbakening van de aangelegenheden inzake het beleid van gewestelijke economische expansie en van het industrieel en energiebeleid waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967, betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961, betreffende de administratieve en budgettaire controle;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de drie koninklijke besluiten van 4 september 1981 tot instelling, voor het Brussels Gewest, van een tussenkomst in de last en de hoofdsom van de hypothecaire leningen aangegaan door particulieren hebben opgehouden van kracht te zijn op 31 december 1982;

Overwegende dat de steeds sterker wordende activiteitsinzinking in de woningbouw het behoud van de maatregelen noodzakelijk maakt omwille van de tewerkstelling in de bouwsector; dringende maatregelen dienen aldus genomen te worden;

Overwegende dat het woningbestand van het Brussels Gewest gekenmerkt wordt door een groot aantal woningen die niet beantwoorden aan de huidige eisen inzake voorzieningen en comfort;

Op de voordracht van Onze Minister van het Brussels Gewest en op het advies van Onze Ministers die erover hebben beraadslaagd in de Executieve van het Brussels Gewest,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Brussels Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) Minister : het lid van de Executieve van het Brussels Gewest tot wiens bevoegdheid de economische expansie behoort;

b) logement : la maison ou l'appartement qui est destiné en ordre principal au logement d'une seule famille;

c) revenus : les revenus passibles de l'impôt des personnes physiques, pour l'avant-dernière année précédant l'octroi du prêt, soit de l'emprunteur et de son conjoint si ceux-ci sont mariés à la date de la demande de prêt, soit de l'emprunteur s'il n'est pas marié à cette date;

d) date du début des travaux de construction : première mise en œuvre de matériaux de construction à l'endroit où l'habitation ou le bâtiment dont l'habitation fait partie, doit être construit ou, dans le cas de travaux de transformation, dans le logement à transformer.

Art. 3. Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder, aux conditions fixées par le présent arrêté, une intervention dans les charges des emprunts contractés par des particuliers, en vue :

- 1° de construire ou de faire construire un logement;
- 2° d'acquérir un logement sur plan;
- 3° d'acquérir un logement qui n'a jamais été occupé;
- 4° d'exécuter des transformations à des logements existants.

Art. 4. A la date où l'organisme de crédit introduit la demande en obtention de l'intervention dans les charges de l'emprunt, ni l'emprunteur ni son conjoint ne peuvent posséder entièrement un autre logement en propriété ou en usufruit. Pour l'application de ces conditions, il n'est pas tenu compte de l'aliénation d'une partie de la propriété ou de l'usufruit qui a été réalisée au cours des deux années précédant cette date.

L'emprunteur doit, en outre, s'engager à occuper avec sa famille la totalité du logement à construire, à acquérir ou à transformer et y établir sa résidence principale selon le cas, dans les six mois de la date de l'acte de prêt ou dans les six mois de l'achèvement de l'exécution des travaux et ce, pendant au moins cinq ans. Il ne peut de surcroît pendant le même délai, ni procéder à son aliénation, ne le donner en location, soit entièrement ou en partie. Cet engagement cesse de plein droit en cas de décès de l'emprunteur ou de son conjoint.

Ses revenus ne peuvent excéder la somme de F 1 500 000.

Art. 5. Lorsqu'aux termes de la loi du 29 mars 1962, organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974, 12 juillet 1976, 28 juillet 1976, 22 décembre 1977, 28 juin 1978 et 10 août 1978, la construction du logement ou l'exécution des transformations nécessite l'octroi d'un permis de bâtir, la délivrance de ce dernier doit être postérieure au 31 décembre 1981.

L'emprunt destiné aux opérations visées à l'article 3 doit atteindre un montant minimum de 300 000 francs en cas de transformations et de 1 000 000 de francs dans les autres cas. Il doit avoir été contracté auprès d'un organisme de crédit public ou auprès d'un organisme assujéti au contrôle instauré par l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1946 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises des prêts hypothécaires, confirmé par la loi du 4 mai 1936.

Art. 6. § 1er. L'intervention dans les charges de l'emprunt est égale à la différence entre :

— d'une part, la mensualité fixe, calculée sur base du taux d'intérêt réel net, qui est relative à un remboursement en vingt ans de l'emprunt ou la tranche de l'emprunt destiné à l'opération visée à l'article 3 et limité à un maximum de 2 000 000 de francs;

— d'autre part, la mensualité fixe, calculée sur la base du taux d'intérêt réel net diminué de 5 p.c., qui est relative au même emprunt, ou à la même tranche de celui-ci, étant entendu qu'ainsi réduit, ce taux d'intérêt net ne peut être inférieur à 8 p.c.

§ 2. L'emprunteur ne bénéficiera d'aucune intervention lorsque, au cas où plusieurs taux d'intérêt sont pratiqués, la moyenne pondérée de ceux-ci est inférieure à 8 p.c.

§ 3. Les coefficients de 5 p.c. et 8 p.c. mentionnés aux §§ 1er et 2 sont respectivement portés et ramenés à 6 p.c. et 7 p.c. lorsque, à la date de la demande et aux conditions fixées par

b) woning : het huis of appartement dat hoofdzakelijk bestemd is voor de huisvesting van één enkel gezin;

c) inkomen : het aan de personenbelasting onderworpen inkomen van het voorlaatste jaar voor de toezegging van de lening, hetzij van de ontlenaar en zijn echtgenoot indien zij op de datum van de leningsaanvraag gehuwd zijn, hetzij van de ontlenaar indien hij op die datum niet gehuwd is;

d) datum van aanvang der bouwwerken : de datum waarop een aanvang wordt gemaakt met het verwerken van de bouwstoffen op de plaats waar de woning of het gebouw, waarvan de woning deel uitmaakt, gelegen is of, in het geval van verbouwingswerken, in de te verbouwen woning.

Art. 3. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister, onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden, een tussenkomst verlenen in de last van de leningen, aangegaan door particulieren met het oog op :

- 1° het bouwen of laten bouwen van een woning;
- 2° het kopen van een woning op plan;
- 3° het verwerven van een nog niet eerder betrokken woning;
- 4° het uitvoeren van verbouwingswerken aan bestaande woningen.

Art. 4. De ontlenaar, noch zijn echtgenoot mogen op de datum waarop de kredietinstelling de aanvraag indient tot het bekomen van een tussenkomst in de leningslast, een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben. Voor de toepassing van deze voorwaarden wordt er geen rekening gehouden met de vervreemding van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee jaren die deze datum voorafgaan.

De ontlenaar moet er zich tevens toe verbinden de op te richten, te verwerven of te verbouwen woning volledig te bewonen met zijn gezin en er zijn hoofdverblijft te vestigen, naargelang van het geval, binnen de zes maanden van de datum van de leningsakte of van de voltooiing van de bouwverrichting en dat gedurende ten minste vijf jaar. Hij mag ze bovendien gedurende dezelfde termijn niet vervreemden noch ze geheel of gedeeltelijk in huur geven. Deze verbintenis vervalt van rechtswege bij overlijden van de ontlenaar of van zijn echtgenoot.

Zijn inkomen mag het bedrag van 1 500 000 frank niet overschrijden.

Art. 5. Wanneer overeenkomstig de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970, 22 december 1970, 25 juli 1974, 12 juli 1976, 28 juli 1976, 22 december 1977, 28 juni 1978 en 10 augustus 1978, een bouwvergunning dient te worden afgeleverd voor de oprichting van de woning of de uitvoering van de verbouwing dan dient deze laatste na 31 december 1981 uitgereikt te zijn.

De lening bestemd voor de in artikel 3 bedoelde verrichting moet ten minste 300 000 frank bedragen in het geval van verbouwingen en 1 000 000 frank voor de andere gevallen. Zij moet aangegaan zijn bij een openbare kredietinstelling of bij een instelling die onderworpen is aan de controle ingesteld bij koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1936 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot oprichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, bevestigd bij de wet van 4 mei 1936.

Art. 6. § 1. De tussenkomst in de leningslast is gelijk aan het verschil tussen :

— eensdeels, de op basis van de werkelijke nettorentevoet berekende vaste mensualiteit voor de afbetaling op twintig jaar van de lening of het gedeelte ervan die beperkt is tot maximum 2 000 000 frank en bestemd voor de in artikel 3 bedoelde verrichtingen;

— anderdeels, de op basis van de met 5 pct. verminderde werkelijke nettorentevoet berekende vaste mensualiteit van dezelfde lening of hetzelfde gedeelte ervan met dien verstande dat die verminderde nettorentevoet niet minder mag bedragen dan 8 pct.

§ 2. De ontlenaar zal van geen enkele tussenkomst kunnen genieten wanneer, in het geval er verschillende rentevoeten toegepast worden het gewogen gemiddelde van deze lager ligt dan 8 pct.

§ 3. De in §§ 1 en 2 vermelde percentages van 5 pct. en 8 pct. worden respectievelijk verhoogd en teruggebracht tot 6 pct. en 7 pct. wanneer de ontlenaar, zijn echtgenoot of een inwonende

le Ministre, l'emprunteur, son conjoint ou un ascendant ou descendant cohabitant avec lui, a été reconnu atteint de 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

Art. 7. La demande en obtention de l'intervention dans les charges de l'emprunt doit être introduite auprès du Ministère de la Région bruxelloise, par l'organisme de crédit qui a consenti le prêt, avant le 30 juin 1983.

EHe doit, sous peine de nullité, être envoyée sous pli recommandé, accompagnée des documents ci-après :

a) l'identité et l'adresse complète de l'emprunteur, de son conjoint et des ascendants ou descendants cohabitants ainsi que l'adresse du logement faisant l'objet de l'emprunt;

b) une énumération de toutes les conditions du prêt, accompagnée, pour autant que le prêt soit également destiné à une opération autre que l'opération visée à l'article 3, d'une ventilation des diverses tranches de prêt, basée sur le rapport estimatif;

c) le calcul de la différence visée à l'article 6, éventuellement par tranche de prêt si plusieurs taux d'intérêt sont appliqués, pour autant que ceux-ci s'élèvent tous à plus de 8 p.c. ou de 7 p.c. suivant le cas;

d) soit le tableau de remboursement dressé sur base de la convention de prêt effective soit, si le prêt est remboursable par tranches périodiques fixes comprenant tant le remboursement que les intérêts, la stipulation des montants réels à payer par l'emprunteur sans l'intervention, soit, si le prêt est remboursé d'une autre façon la mention du mode de remboursement, de même que des sommes réelles à payer par l'emprunteur sans l'intervention au cours de chacune des cinq premières années;

e) le cas échéant, une attestation relative à la reconnaissance visée à l'article 6, § 2;

f) un certificat de l'administration compétente du Ministère des Finances, relatif aux droits dont l'emprunteur et son conjoint sont titulaires sur un ou plusieurs logements, ou auxquels ils ont renoncé, avec indication de la nature et de la quotité de ces droits;

g) une déclaration de l'emprunteur selon laquelle, d'une part, il observera l'engagement souscrit en conformité avec l'article 4, alinéa 2, et d'autre part, il consentira à ce que les délégués du Ministre ou Secrétaire d'Etat ayant la politique de la construction dans ses attributions, contrôlent, de même que l'organisme de crédit, si ledit engagement a effectivement été respecté;

h) une copie certifiée conforme de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus, ainsi qu'une déclaration par laquelle l'emprunteur et son conjoint autorisent le Ministère des Finances, Administration des Contributions directes, à délivrer tous renseignements concernant leurs revenus au Ministère de la Région bruxelloise en vue de l'obtention de l'intervention dans les charges de l'emprunt;

i) soit une copie certifiée conforme du permis de bâtir, soit une déclaration du bourgmestre stipulant que les travaux pour lesquels un emprunt est demandé ne requièrent pas un permis de bâtir; soit une attestation du bourgmestre stipulant que l'habitation faisant l'objet de la demande n'a jamais été occupée.

Art. 8. Lorsque le Ministère de la Région bruxelloise est en possession de la demande complète, la promesse portant octroi provisoire de l'intervention instituée par le présent arrêté ou le refus de cette intervention est notifié à l'organisme de crédit et à l'emprunteur, dans l'ordre chronologique des demandes introduites en conformité avec l'article 7.

Est considérée comme date de la demande, la date qui a été apposée sur le pli recommandé, par les soins de la poste.

L'intervention ne peut être accordée définitivement qu'après que l'organisme de crédit ou le notaire aura transmis au Ministère de la Région bruxelloise une attestation de l'acte de prêt. Cette promesse définitive doit également être notifiée à l'organisme de crédit et à l'emprunteur.

L'intervention est accordée par semestre et ce pendant cinq ans, à compter du paiement, par l'emprunteur, de la première mensualité à l'organisme de crédit.

ascendant ou descendant op de datum van de aanvraag en onder de door de Minister bepaalde voorwaarden, erkend is als voor ten minste 66 pct, getroffen door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Art. 7. De aanvraag tot het bekomen van de tussenkomst in de leningslast moet bij het Ministerie van de Brusselse Gewest worden ingediend door de kredietinstelling die de lening heeft toegezegd vóór 30 juni 1983.

Zij moet, op straffe van nietigheid, per aangetekende zending worden ingediend en vergezeld zijn van de volgende documenten :

a) de identiteit en het volledig adres van de ontleners, zijn echtgenoot en de inwonende ascendenten of descendenten, alsmede het adres van de woning waarop de lening betrekking heeft;

b) een opsomming van alle voorwaarden van de lening alsmede, voor zover de lening tevens bestemd is voor een andere dan in artikel 3 bedoelde verrichting, een uitsplitsing van de onderscheiden gedeelten der lening, op basis van het schattingsverslag;

c) de berekening van het in artikel 6 bedoelde verschil, eventueel per schijf van de lening indien verschillende rentevoeten worden toegepast, voor zover deze alle meer bedragen dan 8 pct. of 7 pct. naargelang van het geval;

d) hetzij de aflossingstabel, opgemaakt op grond van de werkelijke leningsovereenkomst, hetzij, indien de lening terugbetaalbaar is met vaste periodieke tranches waarin zowel de aflossing als de interesten begrepen zijn, de vermelding van de door de ontleners werkelijk te betalen sommen zonder de tussenkomst, hetzij, indien de lening op een andere wijze wordt terugbetaald, de vermelding van de terugbetalingwijze alsmede van de door de ontleners gedurende ieder der eerste vijf jaar werkelijk te betalen sommen zonder de tussenkomst;

e) in voorkomend geval, een attest betreffende de erkenning zoals bedoeld in artikel 6, § 2;

f) een attest van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën betreffende de rechten die de ontleners en zijn echtgenoot in één of meer woningen bezitten of afgestaan hebben, met aanduiding van de aard en het aandeel van die rechten;

g) een verklaring van de ontleners dat hij enerzijds de overeenkomstig artikel 4, tweede lid, onderschreven verbintenissen zal naleven en anderzijds het toezicht op de naleving van die verbintenissen gedurende de in hetzelfde lid bedoelde periode zal toelaten aan de afgevaardigden van de Minister of de Staatssecretaris die het bouwbeleid onder zijn bevoegdheden heeft en aan de kredietinstelling;

h) een voor eensluidend verklaard afschrift van het aanslagbiljet betreffende het inkomen, alsmede een verklaring waarbij de ontleners en zijn echtgenoot machtiging verlenen aan het Ministerie van Financiën, Administratie der Directe Belastingen, om alle inlichtingen betreffende hun inkomen aan het Ministerie van het Brusselse Gewest te verstrekken, met het oog op het bekomen van de tussenkomst in de last van de lening;

i) hetzij een voor eensluidend verklaard afschrift van de bouwvergunning, hetzij een verklaring van de burgemeester dat voor de werken waarvoor de lening werd aangevraagd geen bouwvergunning vereist is; hetzij een attest van de burgemeester dat de woning waarvoor de aanvraag wordt ingediend, nooit eerder bewoond is geweest.

Art. 8. Nadat de volledige aanvraag bij het Ministerie van het Brusselse Gewest is ingediend, wordt de belofte houdende voorlopige toezegging of de weigering van de bij dit besluit ingestelde tussenkomst in volgorde van de data der overeenkomstig artikel 7 ingediende aanvragen ter kennis gebracht van de kredietinstelling en de ontleners.

Als datum van de aanvraag wordt beschouwd de door de posterijen op de aangetekende zending gestempelde datum.

De tussenkomst kan slechts definitief worden toegezegd nadat door de kredietinstelling of de notaris een attest van leningsakte aan het Ministerie van het Brusselse Gewest is overgemaakt. Deze definitieve toezegging wordt eveneens ter kennis gebracht van de kredietinstelling en de ontleners.

De tussenkomst wordt toegekend per semester en gedurende vijf jaar, vanaf de betaling, door de ontleners aan de kredietinstelling van de eerste mensualiteit.

Elle sert à régler en partie les remboursements contractuels aux taux d'intérêt réel et, dans l'éventualité où ces remboursements auraient déjà été réglés intégralement par l'emprunteur, l'organisme de crédit est tenu de la verser à ce dernier.

Art. 9. Au début de chaque semestre, les organismes de crédit doivent introduire auprès du Ministère de la Région bruxelloise un état d'avancement des prêts ou des tranches de prêts qu'ils ont consentis et qui ont fait l'objet de la promesse définitive visée à l'article 8, alinéa 2.

Sur base des états d'avancement introduits, la Région verse chaque semestre pendant une période de cinq ans, comme visé à l'article 8, alinéa 3, aux organismes de crédit, les montants de l'intervention dans les charges de l'emprunt que ceux-ci, soit versement immédiatement au compte des emprunteurs concernés, soit déduisent des sommes qui leur sont encore dues par les emprunteurs.

Les sommes qui figurent à l'état d'avancement des prêts et dont l'exactitude a été établie sont ordonnancées par arrêté ministériel.

Au cours des cinq premières années après la date de passation de l'acte de prêt, les organismes de crédit notifient au Ministère de la Région bruxelloise toute modification apportée aux conditions reprises dans l'acte de prêt, et ce, préalablement à celle-ci. Ils informent directement l'administration précitée de tout paiement anticipé ayant eu lieu pendant ladite période.

Art. 10. Le respect de l'engagement visé à l'article 4 et l'exactitude des renseignements délivrés et des déclarations faites conformément aux dispositions du présent arrêté sont contrôlés par le Ministère de la Région bruxelloise et l'organisme de crédit, lequel informe l'Administration précitée des faits qu'il constate.

Les administrations compétentes du Ministère des Finances délivrent sur demande de l'emprunteur et de son conjoint, le certificat visé à l'article 7, § 2, f.

Art. 11. § 1er. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire des interventions versées en vertu du présent arrêté est tenu d'en rembourser les montants à la Région :

- a) en cas d'obtention du bénéfice de l'intervention sur la foi de données ou de déclarations inexactes ou incomplètes;
- b) en cas de manquement à l'engagement souscrit en conformité avec l'article 4, alinéa 2, à moins de circonstances graves et exceptionnelles, dont le Ministre est juge;
- c) lorsque les travaux pour lesquels un emprunt a été consenti, n'ont pas été entamés avant le 1er janvier 1984. La preuve du début des travaux de construction est fournie par le bénéficiaire au moyen d'une attestation à délivrer par le bourgmestre de la commune où les travaux en question sont exécutés.

§ 2. Les sommes à rembourser à la Région sont à verser au Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale, article 61.01.A, partie I, Dépenses courantes, du Titre IV, du budget de la Région bruxelloise.

Le recouvrement est confié à l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1983.

Art. 13. Notre Ministre de la Région bruxelloise est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 février 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

P. HATRY

Zij dient om gedeeltelijk de contractuele aflossingen tegen de werkelijke rentevoet te vereffenen en moet, indien deze reeds integraal door de ontliener vereffend zijn, door de kredietinstelling aan de ontliener betaald worden.

Art. 9. In het begin van ieder semester dienen de kredietinstellingen bij het Ministerie van het Brussels Gewest een vorderingsstaat in betreffende de door hen toegestane leningen of gedeeltes en die het voorwerp hebben uitgemaakt van de in artikel 8, tweede lid, bedoelde definitieve toezegging.

Op basis van de ingediende vorderingsstaten stort het Gewest ieder semester, gedurende een periode van vijf jaar, zoals bedoeld in artikel 8, derde lid, de bedragen van de tussenkomsten in de last van de lening aan de kredietinstelling die ze onmiddellijk ofwel op de rekening van de betrokken ontleners boeken, ofwel in mindering brengen van de hen door de ontleners nog verschuldigde sommen.

De in de vorderingsstaat van de leningen vermelde en juist bevonden bedragen worden betaalbaar gesteld bij ministerieel besluit.

Gedurende de eerste vijf jaar na de datum van het verlijden van de leningsakte stellen de kredietinstellingen van het Ministerie van het Brussels Gewest vooraf in kennis van elke wijziging die zal worden aangebracht aan de voorwaarden, vermeld in de leningsakte. Zij brengen voormeld bestuur tevens onmiddellijk op de hoogte van elke vervroegde terugbetaling gedurende dezelfde periode.

Art. 10. Het nakomen van de in artikel 4 bedoelde verbintenis en de juistheid van de overeenkomstig dit besluit verstrekte inlichtingen en verklaringen wordt nagegaan door het Ministerie van het Brussels Gewest en de kredietinstelling, die voormeld bestuur in kennis stelt van haar bevindingen.

De bevoegde besturen van het Ministerie van Financiën verstrekken op verzoek van de ontliener en zijn echtgenoot het in artikel 7, tweede lid, f, bedoelde attest.

Art. 11. § 1. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933 is de begunstigde van de krachtens dit besluit betaalde tussenkomsten verplicht deze aan het Gewest terug te storten :

- a) wanneer de tussenkomst werd genoten op grond van onjuiste of onvolledige gegevens of verklaringen;
- b) wanneer een inbreuk werd gepleegd op de verbintenis onderschreven overeenkomstig artikel 4, tweede lid, behoudens in ernstige en buitengewone omstandigheden waarover de Minister oordeelt;
- c) wanneer de werken waarvoor een lening werd toegestaan niet zijn aangevangen vóór 1 januari 1984. Het bewijs van de aanvang der bouwwerken wordt geleverd door de begunstigde bij middel van een attest af te leveren door de burgemeester van de gemeente waar de bedoelde werken worden uitgevoerd.

§ 2. De aan het Gewest terug te storten bedragen dienen gestort te worden ten voordele van het Fonds voor Economische Expansie en Regionale Reconversion, artikel 61.01.A, deel I, Lopende uitgaven, van Titel IV, van de begroting van het Brussels Gewest.

De invordering wordt toevertrouwd aan het Bestuur voor de Belastingen over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen dat handelt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1983.

Art. 13. Onze Minister van het Brussels Gewest is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 februari 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

P. HATRY